



ÉBAUCHE – v.3

# **RÉUNION DES CONSEILS MIXTES – Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) et Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP)**

**Le 4 octobre 2017**

**CHARLOTTETOWN, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD**

## **Compte rendu des décisions**

### **Présents**

#### **COPRÉSIDENT :**

Natasha Clarke  
Heather Sheehy

Nouvelle-Écosse – CPSSP  
EDSC/Service Canada – CPSSP

Sandra Cascadden  
Denise Gomes

Nouvelle-Écosse – CDPIPS  
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada –  
CDPIPS (pour Alex Benay)

#### **MEMBRES DU CDPISP :**

Ian Bailey  
Kathryn Bulko  
Christ Fisher  
Cheryl Hansen  
Dave Heffernan  
Ron Huxter  
Ellen MacDonald  
Sean McLeish  
Bonnie Schmidt  
Harry Turnbull  
Tracy Wood

Colombie-Britannique  
MISA central (ville de Toronto)  
ASIM Ouest (ville de Regina)  
Nouveau-Brunswick  
Territoires du Nord-Ouest  
Ontario  
Terre-Neuve-et-Labrador Oui.  
Yn  
Saskatchewan  
ASIM Est (Ville de Windsor)  
Île-du-Prince-Édouard

#### **Membres du CPSSP :**

Glenn Brunetti  
Mark Burns  
Beverly Dicks  
Alan Doody  
Elizabeth Douglas  
Claudia Ferland  
Karla Hale  
Michelle Herder  
Ron Hinshaw, C.- B.  
Rob Horwood  
Michelle Lattimore  
Christian Laverdure

MSDO (région de Peel)  
Yn  
Colombie-Britannique  
Terre-Neuve-et-Labrador (pour Roxie Wheaton)  
Anciens Combattants Canada  
Affaires autochtones et du Nord Canada  
MSDO (région de Peel)  
MSDO (région de York) (pour Karla Hale)  
Colombie-Britannique  
Nouveau-Brunswick  
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada  
Innovation, Sciences et Développement  
économique  
SPAC (pour Réa Mckay)  
Territoires du Nord-Ouest  
Ontario  
Manitoba  
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada  
Alberta

Howah Lee  
Linda Maljan  
Anne Matthews  
Jacqueline Ratté Kohut  
Mélanie Robert  
Jackie Stankey

Silvano Tocchi  
David Ward

Agence du revenu du Canada  
Ontario

**PRÉSENTATEURS ET OBSERVATEURS CONSEILS MIXTES /  
CDPISP / CPSSP**

Aneeta Bains  
Alexandre Bourque  
  
Deb Bergey  
Bernadette De Souza  
Dan Campbell  
Robert Frelich  
Tim Garrity  
Sophia Howse

Innovation, Sciences et Développement  
économique  
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada  
Région de Waterloo  
Services communs de l'Ontario  
Île-du-Prince-Édouard  
EDSC/Service Canada  
Île-du-Prince-Édouard  
Colombie-Britannique

Margo McCarthy  
Natalie McGee  
  
Patricia Nadarajah  
Chantal Ritchey  
Annette Vermaeten  
Susan Wilkins  
Arlene Williams  
Nick Wise  
Rochelle York

EDSC/Service Canada  
Innovation, Sciences et Développement  
économique  
Services partagés Canada  
Alberta  
EDSC/Service Canada  
Terre-Neuve-et-Labrador Oui.  
Nouvelle-Écosse  
Sécurité publique Canada  
Service Canada

**Secrétariat de l'ISAC :**

Dan Batista  
Maria Luisa Willan

Linda Robins No

Stefania Silisteanu

Point	SUJET/DISCUSSION	Décision/suivi
1.	<p><b><u>Questions administratives :</u></b></p> <p>Natasha Clarke, au nom des coprésidents du CPSSP et du CDPISP, accueille tous les membres et observateurs à la réunion et il s'ensuit une présentation à tour de rôle. Elle remercie Tracy Wood pour avoir organisé les réunions tenues à l'Île-du-Prince-Édouard.</p> <p><b>A) Approbation du compte rendu de décisions de la réunion en personne des Conseils mixtes, tenue le 22 février 2017 à Ottawa, en Ontario (consulter l'ONGLET 1A).</b></p> <p>Le compte rendu de décisions de la réunion des Conseils mixtes du 22 février 2017 est adopté sans modification.</p> <p><b>B) <u>Acceptation de l'ordre du jour des Conseils mixtes du 4 octobre 2017 (consulter l'onglet 1B).</u></b></p> <p>L'ordre du jour de la réunion des Conseils mixtes du 4 octobre 2017 est adopté. Les membres n'ont ni commentaire ni question à présenter.</p>	<p><b><u>Décision n° 1 :</u></b></p> <p>Le compte rendu de décision de la réunion des Conseils mixtes du 22 février 2017, qui a eu lieu à Ottawa, est adopté sans modification.</p> <p><b><u>Décision n° 2 :</u></b></p> <p>L'ordre du jour de la réunion du 4 octobre 2017 a été adopté.</p>
2.	<p><b><u>Groupe de travail sur le Cadre (GTC) – (consulter les ONGLETS 2A à 2D)</u></b></p> <p><b><u>Vision :</u></b> Permettre la fonction publique de niveau mondial par la création en commun et la collaboration.  <b><u>Appel à l'action :</u></b> Centre d'attention et accélération afin de permettre le gouvernement numérique pour les Canadiens.  <b>A) <u>Groupe de travail sur le Cadre (GTC) – Établissement du contexte</u></b></p>	<p><b>Mesure de suivi n° 1</b></p> <p>Groupe de travail sur le Cadre fera rapport sur les points suivants à la réunion de février :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>l'analyse des écarts visant à comprendre comment</li> </ul>

<p>Natasha Clarke remercie Sophia Howse, coprésidente du GTC, de sa contribution et réflexion stratégique sur le Groupe de travail. Elle remercie de plus les membres de l'équipe de cette dernière, Elky Hanlon et Keleigh Annau, et les responsables de la priorité qui y ont travaillé avec diligence au cours des derniers mois. Elle rappelle aux membres qu'aux réunions d'Ottawa, qui ont eu lieu en février, les priorités des conseils mixtes ont été confirmées : l'identité numérique, la stratégie numérique et les services axés sur les clients. À cette réunion, les responsables des priorités feront rapport sur chacune des trois priorités des conseils mixtes. Elle note que le Groupe de travail sur le Cadre a entamé les travaux sur l'analyse des écarts de tous les groupes de travail des conseils mixtes; toutefois, une mise à jour à ce sujet sera présentée à la réunion de Toronto au début de 2018.</p> <p><b>B) <u>Groupe de travail sur le Cadre – Services axés sur les clients (consulter l'ONGLET 2B(i))</u></b></p> <p>Natasha Clarke présente Bev Dicks et Annette Vermaeten, qui sont les responsables de la priorité Services axés sur les clients (SAC). Bev Dicks et Annette Vermaeten présentent un rapport d'étape sur les travaux liés à la priorité Services axés sur les clients. Il est noté que l'objectif de ces travaux est de commencer à élaborer une compréhension commune de la priorité des services axés sur les clients, de présenter un modèle de maturité proposé des services axés sur les clients et de confirmer les prochaines étapes en préparation à la réunion de février 2018.</p> <p>Annette Vermaeten avise qu'un modèle de maturité a été élaboré pour donner une perspective des clients sur le type d'expérience de service intégré que les gouvernements sont censés de tenter d'atteindre. Elle vise à améliorer notre compréhension de l'expérience des clients et à faciliter la collaboration des conseils mixtes sur les initiatives. Il s'agit d'un document directeur ambitieux, axé sur le consensus. Elle peut être utilisée pour établir une base de référence de la position du conseil mixte ou du CPSSP sur le continuum de la satisfaction de la clientèle et de ce qu'il faut tenter d'atteindre. Elle note que le modèle de maturité exprime clairement que « le citoyen est au centre de tout ». Les responsables des priorités demandent aux membres des conseils mixtes leur rétroaction et validation, afin de savoir si l'établissement de la portée de la priorité Services axés sur les clients dans le cadre du modèle de maturité et les activités proposées sont conformes à l'intention des conseils mixtes pour cette priorité. Il est proposé que le modèle de maturité soit mis à l'essai avec l'initiative Avis de décès. En ce qui concerne les prochaines étapes, les responsables de la priorité SAC feraient rapport aux conseils mixtes avec le modèle de maturité validé, l'énoncé des travaux proposé et la formulation des composantes du carnet de jeu.</p> <p><b><u>Discussion des membres</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Claudia Ferland (Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC)) mentionne à l'égard du mobile et du numérique qu'il y a une réalité différente en ce qui a trait aux collectivités autochtones, c'est-à-dire, l'enregistrement des décès et les avis de décès. Avant d'entreprendre la conception, comment faisons-nous participer le client à la rétroaction et aux consultations (élaboration conjointe)? Elle demande aussi comment s'assurer que les renseignements (des conseils et de ses groupes de travail) peuvent être facilement accédés ou échangés, particulièrement lorsque les travaux ont fait l'objet d'une élimination graduelle.</li> <li>• David Ward (Ontario) note qu'il y a beaucoup de travail qui se fait autour de la prestation de services en Ontario. En ce qui concerne le numérique, nous nous apercevons qu'il ne s'agit pas de la seule voie, mais de</li> </ul>	<p>chacun des groupes de travail des conseils peut aider à réaliser les priorités et les buts à court terme du modèle logique.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Travailler avec les responsables de priorité en vue d'établir un rapport sur chacune des priorités (portée et feuille de route).</li> </ul> <p><b>Mesure de suivi n° 2</b> Les responsables de la priorité Services axés sur les clients perfectionneront le modèle de maturité en fonction de la rétroaction des membres de cette réunion et de la rétroaction des consultations juridictionnelles qui auront lieu à l'automne et au printemps. Les responsables de la priorité SAC feront rapport sur ces travaux aux conseils mixtes à la prochaine réunion en personne qui aura lieu en février.</p> <p><b>Mesure de suivi n° 3</b> Les responsables de la priorité Stratégie numérique fera rapport à la prochaine téléconférence des conseils sur les résultats de la réunion en petits groupes sur la Stratégie numérique et l'orientation future des travaux en fonction de la rétroaction des membres.</p> <p><b>Mesure de suivi n° 4</b> Les responsables de la priorité Identité numérique feront rapport sur les cinq composantes de la feuille de route nécessaires pour accélérer la gestion de l'identité</p>
---	--

<p>plusieurs, qu'il y a de nombreuses choses à faire avant de discuter de la conception dans le cycle de vie et de faire participer les personnes qui utilisent les services. Y a-t-il d'autres administrations qui y réfléchissent, avons-nous fait quelque chose qui est déjà en place dans leur administration? En avons-nous fait assez pour demander aux administrations d'éclairer suffisamment le modèle partout au Canada? Y a-t-il des administrations qui ont quelque chose à contribuer à ce modèle? Alors?</p> <p>Bev Dicks remarque que d'ici les réunions de février, les travaux comprendront des consultations avec les administrations au sujet de ces travaux (modèle de maturité).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ian Bailey (Colombie-Britannique) indique que de nombreuses administrations cherchent à améliorer les services; nous avons besoin d'une amélioration continue et il suggère un ajout à ce modèle de maturité. Annette Vermaeten répond qu'elles continueront d'améliorer et de perfectionner le modèle.</li> <li>• Natasha Clarke (Nouvelle-Écosse) demande comment nous pouvons l'appliquer dans nos administrations d'accueil, ce que nous tentons d'aborder en tant que conseil mixte collectif et les défis à relever?</li> <li>• Mélanie Robert (Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) est d'accord avec Ian Bailey et remarque qu'au niveau fédéral, on travaille au gouvernement ouvert et du service numérique du gouvernement (SNG) afin de mobiliser les citoyens dans le processus, de le créer dans le modèle et de communiquer les progrès pour ce qui est des résultats.</li> <li>• Heather Sheehy (Service Canada) a indiqué que nous devons comprendre que le citoyen se trouve à la fin de la ligne, que nous avons besoin d'une feuille de route sur la façon dont nous pouvons utiliser ces travaux afin de montrer les progrès et d'aborder ce que Claudia Ferland a mentionné sur les populations vulnérables. Nous l'avons quelque part dans le modèle, mais elle est cachée. Nous avons besoin d'y accéder facilement et elle doit être accessible. Comment devons-nous nous assurer que les populations vulnérables ont accès aux services? Certaines des populations vulnérables ont beaucoup de difficulté à accéder au service.</li> </ul> <p>Bev Dicks répond que les responsables se concentreront sur ce problème au cours des prochaines étapes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Jackie Stankey (Alberta) formule des commentaires sur la façon de créer une synergie avec la priorité changement de canaux. Elle fait observer qu'en Alberta, il y a eu des décisions difficiles quant à faire passer les services à un canal – passer du courrier traditionnel aux courriels numériques, ce qui s'est avéré une décision vraiment difficile, mais elle a permis d'économiser beaucoup. L'Alberta passe au numérique (passage de la technologie traditionnelle à la technologie moderne). Toutefois, il y a de la pression pour livrer dans tous les formats, par exemple, pour les personnes handicapées qui continuent d'envoyer des lettres.</li> <li>• Sandra Cascadden (Nouvelle-Écosse) remarque que les termes « client » et « citoyen » sont utilisés de façon interchangeable et avance que le terme « client » est plus englobant. Elle note que la majorité des gens autour de cette table n'ont pas de clients internes et externes.</li> </ul>	<p>au Canada : 1. Communication et collaboration; 2. Cadre de fiabilité pancanadien; 3. Projets pilotes; 4. Approche à l'égard de la technologie; 5. Politiques et gouvernance publiques. Cette priorité comprend une mise à jour sur les travaux du SCGI et du CCN.</p> <p><b>Mesure de suivi n° 5</b> Le CCN invite le Bureau de l'état civil à participer en tant qu'observateur à la réunion en personne sur le CCN, qui aura lieu en février.</p> <p><b>Mesure de suivi n° 6</b> Les membres aviseront les coprésidents du CNN de leur intérêt à participer à l'étude sur la réalisation des avantages. Le CNN fera le point sur ce point à la prochaine réunion ou téléconférence. Le Manitoba peut participer à l'étude.</p>
--	---

Bev Dicks demande aux membres des conseils mixtes quel est le terme qu'ils vont utiliser à l'avenir : client ou citoyen. Les membres conviennent que le terme « client » devrait être utilisé dans ce contexte.

On demande aux membres des conseils mixtes d'approuver la poursuite des travaux pour la priorité des Services axés sur les clients. Tous les membres sont d'accord.

### **C) Groupe de travail sur le Cadre – Stratégie numérique (consulter l'ONGLET 2C)**

Guy Gordon (par téléconférence), Sean McLeish et Mark Burns font le point sur les travaux liés à la priorité des conseils mixtes sur la stratégie numérique. Guy signale que la stratégie numérique est un nouveau terme qui doit être défini. Les responsables de la priorité Stratégie numérique commencent le processus d'élaboration d'une stratégie numérique pour les conseils mixtes. Le modèle logique des conseils mixtes appuie cette stratégie numérique, mais il faut établir une portée plus étroite et demander des commentaires et une rétroaction aux membres des conseils mixtes. Quel est le rôle des conseils mixtes dans une stratégie numérique pancanadienne?

Mark Burns a demandé comment nous évoluons vers la prochaine étape pour stratégie numérique au Canada. Puisque la stratégie numérique est grande et perturbatrice et que les administrations ne sont pas au même endroit, comment pouvons-nous créer une stratégie qui peut fonctionner pour chaque administration? Il n'y a pas actuellement de stratégie pancanadienne; le modèle logique des conseils mixtes est un prototype, mais il n'est pas complet. Nous avons besoin d'un moyen d'imbriquer toutes les composantes de la stratégie numérique. Nous ne disposons pas d'une analyse de rentabilisation claire; nous en avons besoin d'une qui rallie toutes les administrations.

#### **Réunion en petits groupes**

Les membres sont divisés en quatre groupes. Chaque groupe doit faire rapport sur les questions suivantes :

1. Quel est le rôle des conseils mixtes dans le cadre d'une stratégie numérique pancanadienne? De quels éléments ou composantes les conseils mixtes sont-ils responsables? Sommes-nous actuellement organisés pour les livrer et/ou sommes-nous capables de le faire?
2. Quelles choses « critiques » doivent être faites ensuite?

Les responsables de la priorité Stratégie numérique feront rapport à la téléconférence des conseils mixtes des résultats de la réunion en petits groupes sur la stratégie numérique et l'orientation future pour ces travaux en fonction de la rétroaction des membres.

### **D) Groupe de travail sur le Cadre – Stratégie numérique (consulter l'ONGLET 2D)**

Ian Bailey et Jackie Stankey présentent un rapport d'étape sur les travaux liés à la priorité Identité numérique des conseils mixtes. Jackie Stankey rappelle aux membres que les responsables ont été chargés d'élaborer une feuille de route pour les conseils mixtes afin concrétiser l'identité numérique dans l'ensemble des administrations et des voies de service. Elle signale que dans leurs constatations figurent les cinq composantes de la feuille de

route nécessaire pour accélérer la gestion de l'identité au Canada : 1. Communication et collaboration, 2. Cadre de fiabilité pancanadien, 3. Projets pilotes (il y a quatre types de projets pilotes : A. Mettre à l'essai cadre et normes de confiance – concepts; B. Soutenir la prestation de services axés sur les clients; C. Mettre à l'essai les processus de gouvernance et stratégiques intergouvernementales; D. Mettre à l'essai les technologies existantes et émergentes), 4. Approche à l'égard de la technologie et 5. Politiques et gouvernance publiques.

Les responsables de la priorité Identité numérique ont mené une discussion sur les questions clés et les recommandations pour faire avancer le dossier. Globalement, les membres conviennent qu'il faut entreprendre les cinq composantes clés pour accélérer la gestion de l'identité.

Cette présentation comprenait un rapport d'étape sur les travaux actuels du Sous-comité sur la gestion de l'identité (SCGI) des conseils mixtes par Rita Whittle (par téléconférence) et du Carrefour numérique canadien (CNN) par Robert Frelich and Arlene Williams, coprésidents du CNN.

### **Discussion des membres**

- Natalie McGee (Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE)) s'informe au sujet du rôle du Sous-comité sur la gestion de l'identité (SCGI). En juin 2008, le SCGI a été mis sur pied et se demandait si ces travaux entreprenaient les travaux du SCGI ou la façon dont nous pouvons mieux combiner les forces. Natasha Clarke indique que les conseils mixtes ont établi leurs priorités, que nous devons examiner tous les sous-comités des conseils et des groupes de travail et nous assurer qu'ils cadrent avec les priorités des conseils afin de nous aider à faire avancer la vision et l'appel à l'action.
- Heather Sheehy (Emploi et Développement social Canada (EDSC)/Service Canada) suggère que davantage de travaux sont nécessaires sur les questions réelles posées par les membres, par exemple, les politiques et la gouvernance.
- Ian Bailey indique qu'il faut confirmer si ces cinq composantes sont les bonnes choses auxquelles il faut travailler avant de chercher des solutions possibles. Pensez-vous que nous pouvons prendre ces mesures?
- Sandra Cascadden (Nouvelle-Écosse) remarque que, s'il ne s'agit pas des conseils conjoints, qui y travaille alors? Nous devons aller au groupe de sous-ministres et y présenter ces choses. Il faut se demander qui d'autre pourrait le faire. Si ce n'est pas le secteur public, est-ce le secteur privé?
- Guy Gordon (Manitoba) note qu'il serait important de faire participer les sous-ministres et les greffiers sur ces travaux. Le Manitoba appuie ces cinq composantes et soutient le sentiment d'urgence pour l'entreprendre. De plus, c'est le secteur public et non le secteur privé qui le mène.
- Mélanie Robert (SCT) ajoute que ces cinq composantes sont très importantes; nous devons seulement déterminer comment travailler ensemble.

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Robert Frelich (coprésident du CNN), suggère de mettre certaines ressources dans les politiques, sinon cela deviendrait un obstacle à l'avancement. Il faut chercher quelqu'un qui effectuerait une analyse concrète pour faire avancer le programme.</li> <li>• Natasha Clarke (Nouvelle-Écosse) signale que les sous-ministres et les greffiers attendent les membres des conseils mixtes pour parvenir à élaborer un plan. Puisqu'ils ont énoncé clairement qu'il s'agit d'une priorité, nous avons pour rôle de cerner les questions, entre autres choses.</li> <li>• Sophia Howse indique que, du point de vue de la Colombie-Britannique, les composantes des politiques et communications sont importantes.</li> <li>• David Ward (Ontario) convient que ces cinq composantes sont les bons piliers. Le gouvernement de l'Ontario a réalisé des travaux dans chacun de ces domaines, et la question est de savoir ce à quoi la table s'attend à répondre au sujet des politiques. À quel niveau tentons-nous de répondre à la question du cadre stratégique public? Il suggère que les politiques publiques soient transmises au prochain niveau de ces travaux.</li> <li>• Rita Whittle (coprésidente du SCGI) note que la gestion de l'identité fédérale a créé une politique (en 2009) qui doit se conformer au modèle de confiance. Il y a eu des mises à jour récentes à cette politique, et on peut partager ces renseignements avec les conseils conjoints.</li> <li>• Ian Bailey (C.-B.) indique que nous nous ne concentrons pas sur les politiques à l'interne par notre fonction publique, mais à l'externe du point de vue des citoyens.</li> <li>• Linda Maljan (Territoire du Nord-Ouest (T.N.-O.)) suggère d'obtenir un outil de communication. Nous sommes à différents endroits, et la communication est importante.</li> <li>• Harry Turnbull (ASIM de l'Est) suggère d'accorder aux responsables de l'identité numérique le pouvoir dont ils ont besoin pour faire avancer cela.</li> <li>• Cheryl Hanssen (Nouveau-Brunswick) s'informe au sujet de la relation entre le Digital ID and Authentication Council of Canada (DIACC) et les conseils conjoints.</li> <li>• Guy Gordon (Manitoba) signale qu'il ne porte pas encore de jugement envers le DIACC, car il s'agit d'une question plus large qui doit être explorée.</li> <li>• Heather Sheehy (EDSC/Service Canada) suggère d'avoir une conversation avec le DIACC afin de connaître cette relation et les possibilités sur les types d'engagement.</li> <li>• Jackie Stankey suggère de démêler la question sur les politiques et la gouvernance avant de tenir d'autres discussions avec le DIACC.</li> </ul>	
---	--

- Sophia Howse (C.-B.) fait remarquer que les normes sont déjà en vigueur. La question est de savoir comment nous devrions continuer.
- Natasha Clarke demande si ce sont les conseils conjoints qui décident des normes. Y a-t-il deux ensembles de normes ou un seul ensemble? Les mécaniques à ce sujet sont d'avoir une relation avec le DIACC.

Ian Bailey répond qu'il y a un seul ensemble de norme pour relier le secteur public et le secteur privé. En ce qui concerne les politiques et la gouvernance publiques, il faut savoir qui fait quoi.

- Sandra Cascadden (Nouvelle-Écosse) signale que certains membres ont des réserves au sujet du DIACC et de son rôle avec les conseils. Elle suggère pour ce groupe de donner d'autres mises à jour aux prochaines téléconférences et de ne pas attendre à la prochaine réunion en personne.

**Les coprésidents demandent aux membres s'ils sont d'accord de faire progresser les travaux sur les cinq composantes afin d'accélérer la gestion de l'identité.**

1. **Communication et Collaboration** – dans l'ensemble, les membres sont d'accord pour poursuivre.
2. **Cadre de confiance** – dans l'ensemble, les membres sont d'accord pour poursuivre le Cadre de confiance. Il est suggéré qu'une stratégie soit formulée concernant le DIACC et qu'une autre discussion soit tenue sur la relation entre le DIACC et les membres.
3. **Projets pilotes (en collaboration avec le CNN)** – dans l'ensemble, les membres sont d'accord pour poursuivre les travaux les projets pilotes et souhaiteront peut-être en ajouter d'autres à l'avenir.
4. **Technologie** – dans l'ensemble, les membres sont d'accord pour faire progresser les travaux sur l'approche à l'égard de la technologie.
5. **Politiques et la gouvernance publiques** – dans l'ensemble, les membres sont d'accord qu'une portée plus précise sur les politiques est requise et que le groupe en fait rapport à ce sujet.

#### **E) Validation de principe des projets pilotes fédéraux-provinciaux-territoriaux (FPT) du CNC**

Robert Frelich et Arlene Williams, coprésidents du CNN, présentent un rapport d'étape sur la validation de principe des pilotes FPT du CNC. Robert informe les membres que le CNN travaille à des essais sur des processus de gouvernance et de politiques intergouvernementales dans le cadre de projets pilotes de la Nouvelle-Écosse et de l'Alberta. Les projets pilotes du CNN démontreront la valeur opérationnelle entre les niveaux intergouvernementaux de gouvernement, feront avance les principaux éléments de conception du CCN, mettront à l'essai les éléments du Cadre de confiance pancanadien et amélioreront la prestation de services à la clientèle.

Arlene Williams indique que les administrations voient beaucoup de valeur dans la validation de principes des projets pilotes. Elle s'enquiert au sujet de la façon de faire participer le Bureau de l'état civil dans cette discussion. Ils pourraient peut-être participer comme observateurs. Une collaboration et une participation accrues de tous les intervenants (liés au CCN) sont importantes. Arlene rappelle également aux membres que le



CNN travaillait à une étude sur la réalisation des avantages, mais elle a été en suspens en raison d'un manque de participation (intérêt) des administrations.

Les coprésidents du CMM feront le point sur ces travaux, y compris la communication des leçons apprises à la réunion en personne de février.

#### **Discussion des membres sur la validation de principe des pilotes FPT du CNC**

- Alan Doody (Terre-Neuve-et-Labrador (T.-N.-L.)) s'enquiert sur la base de données des permis de conduire. Robert Frelich répond qu'un permis de conduire ne devrait pas être utilisé à des fins d'identité. Les politiques et le pouvoir à ce sujet dépendent de l'administration. Ce serait formidable d'avoir accès aux données en fonction du permis de conduire, il s'agit d'une affaire de politiques. Ceux-ci demandent si les administrations peuvent accéder aux renseignements sur le numéro d'assurance sociale. En février, nous reviendrons avec des améliorations aux données.

Alan Doody ajoute que la technologie n'est pas à jour dans toutes les administrations, car elles travaillent en vase clos. Robert Frelich répond que, si nous ne pouvions pas tirer parti de ces données, nous avons la capacité de les valider. On l'utilise pour accéder aux données, recevoir un reçu comme une application, en éliminant la bureaucratie.

- Natasha Clarke (Nouvelle-Écosse) est d'accord avec le commentaire d'Alan Doody sur l'utilisation de la base de données. Quelles sont les parties tangibles pour lesquelles nous pouvons utiliser la base de données? Le permis de conduire est plus valide que le certificat de naissance. Ces règles ont été en place avant que nous utilisions les outils. Comment pouvons-nous l'exécuter?
- Ian Bailey (Colombie-Britannique (C.-B.)) mentionne qu'en C.-B., on ne peut pas utiliser les données sur les permis de conduire. On travaille à la reconnaissance faciale comme application.
- Jackie Stankey (Alberta) a ajouté qu'en Alberta, on exploite les données sur les permis de conduire et qu'on a établi un partenariat avec le CNC. Alberta travaille aussi avec d'autres ministères fédéraux tels qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) et l'Agence du revenu du Canada pour des services de valeur plus élevée aux citoyens dans le cadre de My Alberta Digital ID. L'approche actuelle vise à échanger des renseignements et les leçons apprises, ainsi que les normes nécessaires devaient être en place. Jackie s'enquiert également au sujet de la participation des commissaires à la protection de la vie privée à la discussion sur le CNC. Comment inviter et faire participer toutes les parties importantes (intervenants) à cette discussion pour une meilleure collaboration?
- Heather Sheehy (EDSC/Service Canada) fait observer qu'il serait avantageux que le Bureau de l'état civil participe à titre d'observateur à cette table. En ce qui concerne l'étude sur la réalisation de avantages, elle signale que les sous-ministres FPT s'intéressent à cela.

	<p>Sandra Cascadden demande aux membres s'ils sont d'accord d'inviter le Bureau de l'état civil à la discussion sur le CCN à cette table. Les membres sont d'accord que le CCN invite le Bureau de l'état civil à participer à cette discussion à la prochaine réunion des conseils mixtes en tant qu'observateur.</p> <p>Sandra Cascadden demande aux membres s'ils sont d'accord que le CCN poursuit ses travaux liés aux projets pilotes FPT. Les membres sont d'accord que le CCN poursuit ses travaux et qu'il fait le point à ce sujet à la prochaine réunion en personne.</p> <p>Sandra Cascadden demande aux membres d'aviser les coprésidents du CCN de leur intérêt à participer à l'étude sur la réalisation des avantages. Le CCN fera le point sur cet élément à la prochaine réunion ou téléconférence. Le Manitoba peut participer à l'étude.</p> <p><b>F) <u>Groupe de travail sur le Cadre : Discussion et approbation des recommandations du GTC et prochaines étapes</u></b></p> <p>Natasha Clarke indique que le Groupe de travail sur le Cadre fera rapport des points suivants à la réunion de février :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en partenariat avec les groupes de travail et les comités des conseils, réaliser l'analyse de écarts afin de comprendre comment chacun de ces groupes peut réaliser les priorités et les buts à court terme du modèle logique;</li> <li>• les responsables de la priorité feront rapport sur chacune des priorités des conseils en fonction de la rétroaction des membres à cette réunion (Services axés sur les clients, Identité numérique et Stratégique numérique).</li> </ul> <p>Natasha avise qu'il y aura une discussion sur le rôle futur du groupe de travail sur le Cadre à la réunion de février.</p>	
3.	<p><b>Étude de cas – Validation de principe de la chaîne de blocs (consulter les ONGLETS 3A et 3B)</b></p> <p>Kevin Armstrong, partenaire à Deloitte Digital fait une présentation 101 sur la chaîne de blocs.</p> <p>Bev Hawton, sous-ministre intérimaire, Ontario, et Natalie McGee, ISDE, donnent une présentation sur la validation de principe de la chaîne de blocs. Le gouvernement de l'Ontario, le gouvernement fédéral et la Ville de Toronto ont collaboré afin de cerner des possibilités de réduire le fardeau administratif sur les restaurateurs dans la Ville à l'aide des services numériques. La présentation comprenait une vidéo incorporée dans l'une des diapositives : <a href="https://vimeo.com/232853080/96ecd2ea4f">https://vimeo.com/232853080/96ecd2ea4f</a></p> <p><b><u>Discussion des membres</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mélanie Robert (SCT) s'enquiert sur ce qu'a fait l'équipe pour qu'il n'y ait plus d'aversion au risque pour ces travaux. Bev Hawton répond que cela a été déposé comme un « projet pilote de la validation de principe »; il a cerné la possibilité, et tous les partenaires sont d'accord; c'est comme cela a été fait. Il s'agit d'un partenariat public-privé.</li> </ul>	<p><i>Aucune Mesure de suivi n'a été établie pour cette présentation et discussion.</i></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sophia Howse (C.-B.) s'enquiert sur jusqu'où ils sont allés en ce qui concerne la gouvernance. Qui étaient les acteurs dans la prise de décision? Bev Hawton répond que l'Ontario a exécuté ce travail concernant la prise de décision et qu'en cas de désaccord, elle était transmise au comité directeur (composé des directeurs au niveau des sous-ministres adjoints de chaque administration participante). Sophia Howse demande un membre de Deloitte avait été habilité pour prendre des décisions au nom des membres, puisqu'il s'agit d'un partenariat privé ou public. Bev Hawton confirme qu'il s'agit d'un partenariat public-privé. Il y a un cas réel et un besoin pour la gouvernance à plusieurs intervenants parce qu'il s'agit d'un programme vraiment exécuté conjointement; il n'y a pas de responsable et, à cet égard, la gouvernance devient beaucoup plus importante.</li> <li>• Harry Turnbull (ASIM de l'Est) signale qu'il y a longtemps que BizPal a été élaboré et demande comment passer à BizPal 2.0. Natalie McGee répond que BizPal a été établi lorsque la technologie n'était pas avancée. L'idée derrière la chaîne de blocs et de la relation numérique sécurisée et privée change la donne. Si nous examinons la façon de l'opérationnaliser, cela ouvre la voie à BizPal 2.0. Aneeta Bains (ISDE) indique qu'il y a de nombreuses possibilités ici pour nous tous, et ISDE espère le mener et cherche un appui à cette table. Dan Batista ajoute que si la chaîne de blocs avait été élaborée il y a 10 ans, BizPal aurait été complètement différent, ce qui va au-delà de BizPal 2.0 et qui révolutionne les possibilités de faire des affaires.</li> <li>• Mélanie Robert (SCT) indique les projets pilotes sont nécessaires pour nous aider à saisir « la gouvernance et la gouvernance partagée » et qu'en exécutant ces projets pilotes, nous découvrons beaucoup de choses, ce qui aide à clarifier la question de la gouvernance.</li> </ul>	
4.	<p><b>Groupe de travail sur les avis de décès (GRAD) – Rapport d'étape (mise à jour verbale)</b></p> <p>Anik Dupont et Ron Hinshaw, coprésidents du Groupe de travail sur les avis de décès, font le point sur les travaux actuels liés à l'enregistrement de décès et aux avis de décès. Anik avise que les avis de décès dans l'ensemble des administrations ne sont pas faits en temps opportun, ce qui a une incidence sur les survivants et qui retarde l'accès aux avantages. L'objectif est de permettre et d'élaborer des renseignements partagés par voie électronique avec les personnes qui en a besoin, d'améliorer l'expérience des clients, particulièrement pendant des temps difficiles tels que celui-là. Le GRAD a terminé la phase I de ces travaux, qui était d'élaborer un plan directeur des enregistrements et des avis de décès. En mai, les sous-ministres FPT confirment que les enregistrements et les avis de décès sont une priorité. Le GRAD cherche des administrations qui seraient disposées à examiner le plan directeur des enregistrements et des avis de décès et à le mettre en œuvre dans son administration. Le GRAD travaille actuellement à la phase II – le mappage du parcours du client. Pour la phase II, le GRAD a élaboré une demande de propositions. Le processus ciblé a permis d'identifier 11 consultants qui ont été invités à y répondre. Trois propositions ont été reçues, et le jury de sélection (Anik Dupont, Ron Hinshaw, Steve Burnett et Dan Batista) a examiné et a coté ces propositions. Le contrat a été octroyé à Davis Pier.</p> <p>Ron Hinshaw ajoute que, pour l'exercice de mappage du parcours du client, la Colombie-Britannique, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et le gouvernement fédéral y participeront à cet effort à l'automne. Le principal objectif de la phase II est le suivant : « écouter, apprendre et agir ». Davis Pier effectuera mappage du parcours des citoyens en ce qui concerne l'enregistrement des décès et la détermination des écarts et des défis.</p>	<p><b>Mesure de suivi 7</b></p> <p>Les coprésidents du Groupe de travail sur les avis de décès feront rapport sur le mappage du parcours du client (avis de décès et enregistrement de décès – phase II) à la réunion en personne des conseils mixtes de février 2018.</p>

Il est nécessaire d'élaborer des solutions pour les citoyens. Davis Pier entreprendra des consultations juridictionnelles avec tous les intervenants nécessaires (gouvernement, les directeurs de salon funéraire, les médecins, etc.). Le résultat escompté de ces consultations est de faire le bilan de ce qu'il y a et de ce que nous devons faire ensuite pour régler le problème. Le GRAD fera rapport sur les progrès à la prochaine réunion en personne, en février.

### **Discussion des membres**

- Heather Sheehy (ESCD/Service Canada) fait remarquer qu'il est difficile d'utiliser le plan directeur dans les administrations. Y a-t-il d'autres obstacles qui ont été relevés par les administrations?  
Ron Hinshaw répond que les administrations sont à différents endroits pour ce qui est de l'enregistrement des décès et qu'elles utiliseront le plan directeur de diverses façons. Le plan directeur porte sur la façon de régler la toute fin du processus.
- Claudia Ferland (AANC) suggère d'avoir des considérations spéciales du point de vue des collectivités autochtones (différences culturelles) autour des avis de décès. AANC serait très content d'aider les collectivités autochtones à cet égard.  
Ron Hinshaw note que le GRAD a examiné la perspective culturelle et l'a inclus dans ces travaux.
- David Ward (Ontario) s'enquiert de ce qui est réellement demandé au GRAD au sujet de ces travaux. L'Ontario a besoin de moderniser le processus d'avis de décès, mais la mise en œuvre du plan directeur dans l'ensemble des administrations n'est pas claire. L'Ontario serait-il une administration appropriée pour commencer la mise en œuvre du plan directeur? En quoi le plan directeur est-il différent du mappage du parcours?
- Anik Dupont répond que le plan directeur est destiné à l'usage interne quant à la façon dont ces renseignements sont acheminés, à la personne qui a les reçus et au temps que cela prend. Le parcours des clients est destiné à une utilisation externe. Comment un Canadien traite-t-il avec une administration pour un avis de décès? Quelle est l'interaction et quels renseignements sont requis? Le GRAD serait heureux de collaborer avec l'Ontario à ce sujet.
- Michelle Lattimore (IRCC) a indiqué que, pour le mappage du parcours des clients, les travaux doivent prendre en compte les Canadiens qui n'interagissent pas avec les administrations.
- Alan Doody (T.-N.-L.) manifeste son intérêt à la collaboration avec le GRAD sur ces travaux.
- Kathryn Bulko (ASIM du Canada) demande si le GRAD a besoin de volontaires municipaux. Anik Dupont répond qu'il est merveilleux d'avoir des municipalités comme partenaires et que le GRAD accueille favorablement leur soutien.
- Heather Sheehy (ESDC/Service Canada) demande s'il y a des liens entre le mappage de parcours et l'utilisation du modèle de maturité des Services axés sur les clients.

	<p>Bev Dicks répond que la priorité Services axés sur les clients utilisera le modèle de maturité avec un avis de décès et les processus de mappage de parcours afin de confirmer s'il est axé sur les clients et de valider le modèle de maturité. Ron Hinshaw ajoute qu'en ce qui concerne le processus de conception, le Groupe de travail écoute et apprend et qu'il examinera l'utilisation du modèle de maturité pour ces travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sophia Howse (C.-B.) suggère d'inscrire cette initiative (GRAD) comme objectif pour les conseils mixtes dans le cadre de la priorité Services axés sur les clients.</li> <li>• Natasha Clarke (Nouvelle-Écosse) indique que toute possibilité de relier les choses ensemble est bonne. À titre de membres, nous pouvons faire davantage afin d'améliorer, de simplifier les priorités des conseils mixtes et de se concentrer sur celles-ci.</li> <li>• Anik Dupont remercie les membres de leur soutien et note qu'elle communiquera avec l'Ontario, Terre-Neuve et la Ville de Toronto pour poursuivre leur collaboration.</li> </ul>	
5.	<p><b>Comité de recherche des conseils mixtes – (consulter l'ONGLET 4)</b></p> <p>Richard Dalpé et Guy Gordon (par téléconférence) présentent un rapport d'étape Comité de recherche sur les travaux sur les activités clés. Les coprésidents donnent un aperçu des travaux en cours portant sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Répertoire de recherche en ligne</li> <li>➤ Bulletin quotidien et rapports mensuels</li> <li>➤ Projet pilote sur la surveillance des médias.</li> </ul> <p>En ce qui concerne les prochaines étapes, les présidents du Comité de recherche avise que le Comité poursuivra les travaux avec les consultants afin de parfaire les divers projets de recherche, qu'il discutera avec les membres du Comité de recherche et le Comité consultatif spécial sur le perfectionnement des projets, qu'il mettra à l'essai tôt les prototypes et les peaufinera au besoin et que, lors de la réunion de février, il fera rapport aux conseils mixtes sur les versions définitives pour approbation.</p> <p><b><u>Discussion des membres</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Libby Douglas (Anciens Combattants Canada (ACC)) note que le répertoire de recherche en ligne et les rapports de recherche mensuels sont utiles. En ce qui concerne la surveillance des médias, elle se préoccupe de l'effort requis pour que ce soit fait.</li> <li>• Linda Maljan (T.N.-O) convient que la surveillance des médias et le bulletin quotidien sont utiles.</li> <li>• Sophia Howse (C.-B.) suggère que les coprésidents du GTC et chacun des responsables de priorité des conseils mixtes puissent approuver d'autres détails (sujets clés) pour les rapports de recherche mensuels. Il est</li> </ul>	<p><b>Mesure de suivi no 8 :</b> Les coprésidents du comité de recherche fourniront un rapport d'étape sur un répertoire de recherche en ligne, le bulletin quotidien (surveillance des médias) et des rapports mensuels à une prochaine téléconférence ou réunion.</p>

	<p>important de relier les projets de recherche à la priorité des conseils mixtes. Il faut faire preuve de discipline à ce sujet.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Guy Gordon et Richard Dalpé conviennent que le Comité de recherche tente de maintenir l'accent mis ces travaux concernant les priorités des conseils. De plus, ils demandent aux membres leur collaboration et le partage de leur matériel pour le répertoire de recherche en ligne.</li> <li>• Michelle Lattimore (IRCC) indique que le répertoire de recherche en ligne donne aux conseils la possibilité de donner un portrait positif de tous les travaux que nous accomplissons. Elle suggère l'utilisation de l'intelligence artificielle pour numériser et recueillir les renseignements.</li> <li>• Natasha Clarke (Nouvelle-Écosse) propose pour les conseils mixtes afin de fournir une orientation stratégique au Comité de recherche afin d'éviter l'ambiguïté. Les membres clarifieront les priorités des conseils pour les coprésidents du Comité de recherche.</li> <li>• Mélanie Robert (SCT) indique qu'à l'égard de la question de l'établissement d'un conseil consultatif par le Comité de recherche, il n'est pas nécessaire de s'encombrer de la formalité d'un groupe consultatif; il faudrait plutôt établir un mécanisme (officieux) qui permettrait aux conseils de formuler des commentaires au Comité de recherche.</li> </ul> <p>Les membres sont en général d'accord que le Comité de recherche poursuit ses travaux et qu'il en fait rapport à une téléconférence ou une réunion ultérieure.</p>	
6.	<p><b><u>Questions diverses :</u></b></p> <p><b>A) Mesures de suivi des réunions précédentes des Conseils mixtes (ONGLET 5A)</b></p> <p>Heather Sheehy avise que la plupart des mesures de suivi seraient achevées cette réunion et que le Secrétariat de l'Institut des services axés sur les citoyens (ISAC) ferait un suivi sur les mesures de suivi en suspens. Elle suggère l'examen des mesures de suivi à la prochaine réunion afin de s'assurer que tous les points demeurent pertinents.</p> <p>Le Secrétariat de l'ISAC consacra du temps à l'ordre du jour de la réunion de février pour un examen des mesures à prendre.</p> <p><b>B) Discussion sur le lieu des réunions d'hiver futures des conseils – Toronto (lieu fixe) ou alterner entre Toronto et Ottawa – Question à trancher</b></p> <p>Heather Sheehy avise les membres qu'une décision doit être prise sur le lieu des réunions d'hiver futures. Actuellement, en raison d'une décision prise par les membres en 2012, la réunion d'hiver des conseils a lieu à Toronto; toutefois, les membres se sont dit intéressés à alterner les réunions entre Toronto et Ottawa. Heather demande aux membres s'ils sont d'accord d'alterner le lieu de la réunion d'hiver entre Toronto et Ottawa ou de continuer de la tenir à Toronto à un lieu fixe.</p>	<p><b>Mesure de suivi n° 9</b></p> <p>Le Secrétariat de l'ISAC consacra du temps à l'ordre du jour de la réunion de février pour un examen des mesures à prendre.</p> <p><b>Décision no 3</b></p> <p>Les membres des conseils mixtes conviennent d'alterner le lieu des réunions en personne d'hiver entre Toronto et Ottawa.</p>

	<p><b>Les membres des conseils mixtes conviennent d'alterner le lieu des réunions en personne d'hiver entre Toronto et Ottawa.</b></p> <p><b>Heather Sheehy informe les membres que la prochaine réunion en personne des conseils conjoints aura lieu à Toronto, du 20 au 22 février 2018.</b></p> <p><b>C) Rapports d'étape des sous-comités des conseils conjoints et des groupes de travail</b></p> <p>Heather Sheehy avise que les rapports d'étape des sous-comités des conseils conjoints et des groupes de travail ont été insérés dans le cartable de réunion à titre de renseignements seulement.</p> <p>Heather Sheehy remercie Tracy Wood pour avoir été l'hôte des réunions à l'Île-du-Prince-Édouard et de l'hospitalité chaleureuse.</p> <p>Les coprésidents remercient les membres et les observateurs de leur participation à la réunion.</p>	
	La réunion est ajournée à 16 h 30, heure normale de l'Atlantique.	